

Pourquoi le Bureau fédéral du Plan fait l'objet "d'attaques politiques"

■ Les projections économiques de l'institution sont régulièrement critiquées.

Le Bureau du Plan, ces dernières années, a commis des fautes dans ses projections économiques." Signé : Herman Matthijs, professeur de finances publiques à la VUB et à l'Ugent, dans le cadre d'une interview donnée à nos confrères du *Belang Van Limburg* le week-end dernier. "Chaque année, je lis des scénarios-catastrophes, présentés comme vérités objectives, qui finalement ne se sont pas réalisés." Signé : Sophie Wilmès, ministre du Budget (MR), dans le cadre d'un communiqué vendredi dernier faisant suite au déficit de 1,7 % du PIB laissé en héritage par le gouvernement Michel pour l'année 2019. Chiffre qui, du reste, est un tantinet moins important que la prévision faite en 2018 par l'ICN (Institut des comptes nationaux, qui regroupe le Bureau du Plan et la Banque nationale de Belgique), de 1,8 %.

Dans le cadre de ses prévisions de la mi-novembre 2018, la Commission européenne avait elle-même estimé que le déficit structurel de la Belgique (déficit hors effets conjoncturels et exceptionnels), après être redescendu ces dernières années, remonterait ensuite à 1,7 % du PIB d'ici 2020. Soit près de huit milliards d'euros à trouver pour garantir l'équilibre (lire *La Libre* du 22 novembre 2018).

Malgré tout, régulièrement, les atta-

ques pleuvent sur la BNB et le Bureau du Plan. "Ces attaques sont régulières, effectivement. Il y a quelques mois, le chef de groupe N-VA à la Chambre, Peter De Roover, affirmait qu'il valait mieux croire le FMI que la BNB ou le Bureau du Plan", nous explique une source proche de l'ICN. Philippe Donnay, commissaire au Plan, qui ne veut pas rentrer dans la polémique, explique que "le Bureau du Plan utilise des méthodologies usuelles qui lui sont propres, certes, mais qui sont en parfaite conformité avec les outils de la Commission européenne". Point.

Pas de réforme comme annoncé

Comique, par ailleurs : les rapports du FMI sont écrits sur la base de commentaires faits... par les membres de l'ICN, pas par des études internes au FMI. Tout aussi piquant : Johan Van Overtveldt, ministre des Finances (N-VA) jusqu'il y a peu disait "Ik ben het beu" ("J'en ai marre"), au magazine *Knack* en 2016. Le ministre des Finances faisait face à la fronde de l'opposition sur les approximations budgétaires en matière de recettes fiscales du SPF Finances. Ces dernières ont très souvent été surestimées les dix dernières années. Bref, le problème de projections budgétaires ne serait pas propre à l'ICN. Le ministre avait d'ailleurs promis de plancher sur le sujet pour réformer les outils d'évaluations budgétaires, mais on n'a rien vu venir. "C'est qu'en Belgique, on n'aime pas trop évaluer les politiques menées sur le plan bud-

gétaire. Dans ce gouvernement-ci comme dans les précédents, poursuit notre source de l'ICN. Les attaques récentes sont purement politiques, et visent sans doute à se dédouaner à quelques encablures des élections d'un bilan qui n'est pas si rose que cela sur le plan budgétaire."

Une source interne à la BNB confirme : "On peut bien sûr remettre en cause les modèles. Chacun a ses faiblesses. Mais les biais sont connus et peuvent être anticipés ou corrigés. La grande question qui se pose, c'est de savoir pourquoi subitement, à quelques mois des élections, on remet ces modèles en cause. C'est assez peu fair-play et surtout, ça permet de détourner l'attention des vrais enjeux. Les défis sont importants pour l'avenir, notamment pour contrer les effets du surcoût engendré par le vieillissement de la population."

François Mathieu

"Les attaques récentes visent sans doute à se dédouaner à quelques encablures des élections d'un bilan qui n'est pas si rose que cela sur le plan budgétaire."

Une source proche de l'Institut des comptes nationaux (ICN).